

## Président de la commission des Affaires étrangères au parlement français

# Axel Poniatowski: "Nous en sommes encore à la mise en place des structures de l'Union pour la Méditerranée"

**F**ILS DE MICHEL PONIATOWSKI, ANCIEN MINISTRE ET PROCHE DU PRÉSIDENT GISCARD D'ESTAING, M. AXEL PONIATOWSKI A FAIT UNE CARRIÈRE DANS L'INDUSTRIE, AVANT D'ÊTRE ÉLU DÉPUTÉ DU VAL D'OISE EN 2007. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE NOUS A ACCORDÉ UN ENTRETIEN EXCLUSIF.

Le projet d'Union pour la Méditerranée a subi plusieurs évolutions depuis quelques mois et il semble devenir une sorte de processus de Barcelone bis, alors que le processus de Barcelone n'a pas fonctionné. En quoi l'Union pour la Méditerranée peut-elle être différente?

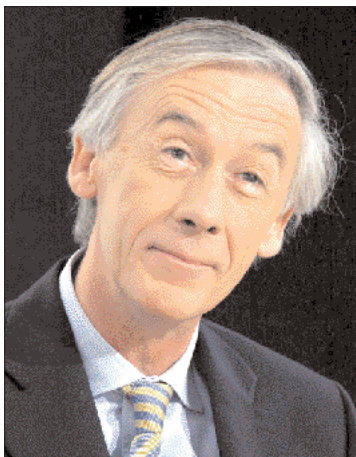
Le projet tel qu'il a été proposé par la France, prévoit une parité avec, notamment, une coprésidence, un pays du Nord et un pays du Sud. Cette parité est un changement essentiel par rapport au processus de Barcelone. Nous n'imposons rien que les pays du Sud ne voudraient pas et tout devra se faire en commun. Le principe de la coprésidence est donc fondamental et, à la différence de ce que pense certains pays européens ou la commission, je pense qu'il faut rester à une coprésidence tournaute de deux ans, car je ne vois pas en quoi la coprésidence européenne devrait être liée à la présidence de l'Union européenne. Par ailleurs, la France devrait faire en sorte que le secrétariat soit dans un pays du Sud.

L'une des modifications les plus significatives du projet initial est qu'il n'est plus limité aux seuls riverains, mais englobe désormais les 27 pays de l'Union européenne. Pour éviter un déséquilibre du type du processus de Barcelone, ne faudrait-il pas y associer tous les pays arabes, notamment ceux du Golfe arabe qui disposent de ressources importantes?

Les problèmes de développement économique ou de migrations de populations ne se posent pas dans les mêmes termes avec les pays du Golfe. Ils ne s'inscrivent pas dans la même politique de voisinage. Ceci dit, vous avez raison, ce serait sans doute important d'associer ces pays à la future union. Nous pourrions très bien imaginer une participation du Conseil de coopération du Golfe. Tout le monde en profiterait. C'est peut-être une bonne idée à lancer.

A quelques semaines du sommet de Paris qui lancera l'Union pour la Méditerranée, on note des réticences de la part de plusieurs pays arabes, en particulier la Libye et l'Algérie.

L'Algérie doit jouer son rôle dans l'Union pour la Méditerranée. Il est très important de l'aider à s'ouvrir. En même temps, il faut le faire avec beaucoup de délicatesse. Ce qu'il faut, c'est encourager l'Algérie à s'ouvrir et à se construire à son rythme.



L'Algérie dès le départ, a manifesté un intérêt pour les principaux projets. Aujourd'hui, cinq grands chantiers sont considérés comme prioritaires dans le cadre de l'Union pour la Méditerranée: la protection civile, la dépollution de la Méditerranée, l'autoroute du Maghreb, l'autoroute de la Méditerranée et l'énergie solaire.

Sur ces cinq premiers chantiers, tels qu'ils ont été proposés à l'ensemble des membres, l'Algérie s'est prononcée favorable. Pour le reste, nous sommes encore dans une phase de négociations pour la mise en place des structures du projet. On sait que c'est surtout sur l'éventuelle répartition des postes qu'elle s'est montrée réticente.

En réalité, on a le sentiment qu'Alger ne veut pas que Rabat ait une place trop importante, en raison du différend algéro-marocain consécutif à l'affaire du Sahara occidental. Ce problème n'est-il pas - avec la question de la Palestine - l'une des principales crises qui risquent de paralyser le développement du projet d'Union pour la Méditerranée?

Il est dommage que l'Algérie continue à chercher à déstabiliser le Maroc à travers cette affaire. Il est clair que la création d'un micro-Etat inévitablement à la solde de tel Etat ou tel autre Etat, conduirait à l'instabilité régionale. Le Polisario est un reliquat de la guerre froide et il est, d'ailleurs, significatif que ses derniers soutiens soient parmi les nostalgiques du communisme international. A terme, je pense que le mouvement Polisario, qui ne représente pas grand chose auprès de la population, risque de subir une évolution terroriste du type des FARC ou des talibans et on voit bien tous les foyers d'agitation que cela pourrait engendrer.

Aujourd'hui, tout le monde reconnaît l'impossibilité de la création d'un Etat sécessionniste au Sahara occidental. C'est, d'ailleurs, ce qu'a déclaré Peter van Walsum, envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies pour la Sahara et c'est l'avis de la majorité de la communauté internationale. La seule solution pour régler une crise qui n'a que

trop duré, est le projet d'autonomie proposé par le Maroc et approuvé par les Nations unies, soutenu par la plupart de la communauté internationale.

Pour en revenir à l'Union pour la Méditerranée, il y a eu un début de polémique avec l'invitation du président syrien pour le sommet du 13 juillet qui sera suivi de la fête du 14 juillet. Que pensez-vous du rapprochement entre la France et la Syrie, tel qu'il semble se concrétiser avec la récente visite à Damas de MM. Guéant et Lévitte?

J'estime que c'est une bonne chose que nous tendions la main de nouveau à la Syrie. J'ai appelé à cette ouverture politique et je n'ai jamais été partisan de la politique de la porte fermée à la Syrie, telle qu'elle s'est manifestée précédemment sous l'ère Chirac. Le rôle de la Syrie est très important dans la région, que ce soit à l'égard du Liban, ou à l'égard de l'Irak et de l'Iran. La Syrie occupe une position stratégique et fondamentale et nous avons intérêt à discuter avec elle, sans oublier, bien évidemment, ce que la Syrie a fait ou ce qu'elle continue à faire, c'est-à-dire sans être naïf. En tout, la France a toujours intérêt à discuter avec des partenaires avec qui nous avons une vieille relation. Par ailleurs, il me paraît, c'est évidemment une bonne chose, que la Syrie accepte de participer au projet de l'Union pour la Méditerranée. On ne peut imaginer d'organiser un sommet sur la Méditerranée sans la Syrie. Quand à l'invitation de Bachar el Assad au 14 juillet, il est évident qu'on ne peut imaginer de dire au président syrien le 13 juillet au soir qu'il peut rentrer chez lui, alors que tous les autres sont invités pour le 14 juillet!

J'ajoute que la France a pris acte que la Syrie a fait un geste positif en permettant l'élection d'un président de la République libanaise. S'il y a aujourd'hui un président de la République libanaise, c'est aussi parce que la Syrie l'a souhaité et n'a pas voulu que le Liban sombre dans la guerre civile. Elle a considéré, à un moment donné, qu'il fallait retenir le Hezbollah - et sur ce point l'Iran semble avoir été raisonnable - et que le Liban retrouve une solution en élisant un président. Bien sûr, Damas continue évidemment à avoir un jeu compliqué, mais je trouve qu'il y eu des évolutions positives.

Le président libanais a donc enfin été élu mais certains affirment que les problèmes du Liban restent les mêmes. Partagez-vous ce pessimisme?

Pour ce qui concerne la situation après l'élection du président Michel Sleiman, c'est une situation nouvelle et le pays a retrouvé une vie normale. C'est déjà un grand progrès. Il y a évidemment une évolution positive. En effet, n'oublions pas qu'il y a encore quelques semaines, la situation risquait de dérapier. Nous nous

demandions avec la plus extrême inquiétude, si le Liban n'allait pas retomber dans le cycle des violences intestines et s'il n'allait pas connaître une nouvelle guerre civile comme en 1975.

La pire a été évitée. Je crois que l'action de la France n'y a pas été étrangère. C'est pourquoi, Le président de la République a été le premier chef d'Etat occidental à se rendre au Liban pour saluer le nouveau président de la République. Les chefs des partis politiques représentés au parlement étaient également présents, témoignant de la solidarité unanime du peuple français avec le peuple libanais.

J'ajoute que la normalisation souhaitable avec la Syrie, ne signifie pas que la France change d'un iota sur les principes de sa politique au Liban; c'est-à-dire un ferme attachement à l'indépendance et à la pleine souveraineté de ce pays ami.

On sait l'importance de la politique américaine dans la région. Après la période Bush qui a provoqué de nombreux dégâts, on s'achemine vers l'élection présidentielle aux Etats-Unis. Vous faites partie du comité français de soutien à Barak Obama. N'est-ce pas original pour un homme de droite. Pourquoi soutenez-vous Obama?

Je me suis toujours senti plus proche des démocrates que des républicains. Et si l'on transpose en France le système américain, je me situe même à l'aile gauche du parti démocrate sur les sujets traitant d'éducation et de protection sociale. Je ne vois pas en quoi l'UMP devrait se reconnaître dans la vision néoconservatrice des républicains. La droite française n'est pas la droite américaine et Obama représente le changement. Après Bush père et fils, on a failli voir l'épouse de Bill Clinton candidate à la Maison-Blanche. La marche du monde, ce n'est pas une affaire de famille. En tout cas, l'élection d'Obama ouvrirait une nouvelle ère.

Beaucoup espèrent que s'il est élu, Barack Obama rééquilibrera la politique américaine au Proche-Orient, de façon que les Etats-Unis jouent un rôle plus positif. Mais que doit-on penser de sa récente déclaration selon laquelle Jérusalem "va demeurer la capitale d'Israël et doit rester indivisée", alors que la communauté internationale ne reconnaît pas l'annexion de Jérusalem-Est?

C'est une déclaration prononcée dans le cadre d'un discours électoral devant un important groupe de pression pro-Israélien. Ce genre de déclaration électorale - parfois imprudente - engage rarement la diplomatie d'un pays. On sait que la question de Jérusalem est l'un des dossiers les plus explosifs des pourparlers israélo-palestiniens et ce n'est évidemment pas dans le cadre d'un discours électoral que cette question va trouver une solution. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR ZEINA EL TIBI  
(CORRESPONDANTE À PARIS)